



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Le point de vue des éleveurs devant la crise

M. Jean Pluinage

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Pluinage Jean. Le point de vue des éleveurs devant la crise. In: Économie rurale. N°116, 1976. Les produits alimentaires stratégiques - deuxième partie. pp. 42-46;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1976.2457>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1976\\_num\\_116\\_1\\_2457](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1976_num_116_1_2457)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## Résumé

Le point de vue des éleveurs de bovins face à la crise ? Deux façons d'en avoir une idée, la meilleure étant de le leur demander. - Il est également possible d'avoir des éléments de réponse en examinant quelques statistiques. Il semble ainsi que la collecte laitière a nettement fléchi en 1973 et 1974 et que l'une des causes en est la moindre distribution d'aliments concentrés, comme le montre la chute des ventes de « composés vaches laitières » par les fabricants, l'indice passant de 200 au 1/1/1973 à 170 fin 1973 de même que tout au long de l'année 1974. Ceci est confirmé par les enquêtes faites auprès des éleveurs ; ceux-ci ont eu très souvent tendance à réduire les achats à l'extérieur. Par contre de nombreux éleveurs ont acoré leur troupeau pour faire face à l'accroissement des charges fixes. Finalement la tendance générale dans les régions d'élevage à petites exploitations s'est traduite par plus de cheptel avec des rendements mofin- dres. Là où les exploitations sont plus grandes et où les terres sont au moins en partie labourables, la tendance a plutôt été de réduire l'élevage au profit des céréales.

## Abstract

Stock-breeders and the Economie Crisis - What is the stock-breeders' attitude towards the crisis ? There are two ways of finding out - the best being to ask them. One can also obtain some sort of answer by looking at a few statistics. One then sees that milk production seems to have dropped in 1973 and 1974 and one of the causes is the decline in the distribution of concentrated feeding stuffs, as the drop in sales of feeding stuffs for dairy cows shows, the consumption ratio dropping from 200 on Jan. 1 1973 to 170 at the end of 1973 and all 1974. This is confirmed by surveys carried out amongst stock-breeders who have often tended to reduce their purchases. On the other hand many stock-breeders have increased their herds to meet the increase in fixed costs. Finally the general tendency in small-scale stock-breeding regions has resulted in more stock but less output. Where farms are bigger and the land is partly arable, the tendency has been rather to cut down on stock-breeding in favour of cereal production.

# LE POINT DE VUE DES ÉLEVEURS FACE A LA CRISE

Jacques PLUVINAGE

Institut Technique de l'Elevage Bovin (ITEB)

Le point de vue des éleveurs de bovins face à la crise ? Deux façons d'en avoir une idée, la meilleure étant de le leur demander.

Il est également possible d'avoir des éléments de réponse en examinant quelques statistiques. Il semble ainsi que la collecte laitière a nettement fléchi en 1973 et 1974 et que l'une des causes en est la moindre distribution d'aliments concentrés, comme le montre la chute des ventes de « composés vaches laitières » par les fabricants, l'indice passant de 200 au 1/1/1973 à 170 fin 1973 de même que tout au long de l'année 1974. Ceci est confirmé par les enquêtes faites auprès des éleveurs ; ceux-ci ont eu très souvent tendance à réduire les achats à l'extérieur. Par contre de nombreux éleveurs ont accru leur troupeau pour faire face à l'accroissement des charges fixes. Finalement la tendance générale dans les régions d'élevage à petites exploitations s'est traduite par plus de cheptel avec des rendements moindres. Là où les exploitations sont plus grandes et où les terres sont au moins en partie labourables, la tendance a plutôt été de réduire l'élevage au profit des céréales.

## Stock-breeders and the Economic Crisis

*What is the stock-breeders' attitude towards the crisis ? There are two ways of finding out - the best being to ask them. One can also obtain some sort of answer by looking at a few statistics. One then sees that milk production seems to have dropped in 1973 and 1974 and one of the causes is the decline in the distribution of concentrated feeding stuffs, as the drop in sales of feeding stuffs for dairy cows shows, the consumption ratio dropping from 200 on Jan. 1 1973 to 170 at the end of 1973 and all 1974. This is confirmed by surveys carried out amongst stock-breeders who have often tended to reduce their purchases. On the other hand many stock-breeders have increased their herds to meet the increase in fixed costs. Finally the general tendency in small-scale stock-breeding regions has resulted in more stock but less output. Where farms are bigger and the land is partly arable, the tendency has been rather to cut down on stock-breeding in favour of cereal production.*

Le point de vue des éleveurs de bovins face à la crise ? Deux façons d'en avoir une idée. La meilleure est de le leur demander. Il est également possible

d'avoir des éléments de réponse en examinant quelques statistiques.

## CONSEQUENCES ENREGISTREES DANS LES STATISTIQUES

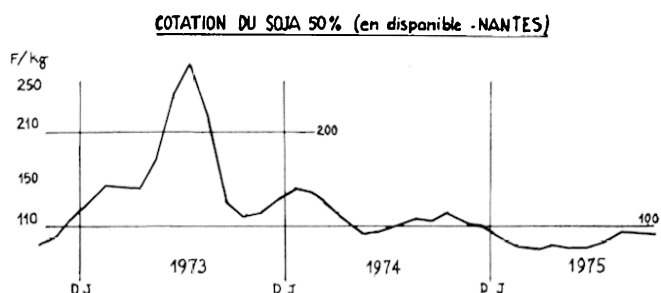
Les modifications des rapports de prix entre céréales-soja et lait-viande ont été importantes depuis une vingtaine d'années mais surtout depuis trois ans. Le tableau ci-après montre l'évolution aux USA et en France du rapport de prix à la production entre un litre de lait, un kilo de viande de bœuf ou de porc et un kilo de maïs. Il s'agit de moyennes annuelles qui amortissent les évolutions. En moyenne mensuelle nous aurions des variations encore plus grandes comme on peut l'imaginer en regardant sur le graphique 1 l'évolution des cours du soja ; ceux-ci ont atteint un niveau très élevé en 1973 mais seulement pendant quelques mois.

Les modifications du rapport ont-elles eu une incidence ? Elle a été très nette aux USA aussi bien pour la production du lait que pour celle de la viande. La collecte laitière a été particulièrement faible en 1973 et au début de 1974, en grande partie parce que les éleveurs ont réduit les distributions de concentré, le rapport de prix étant tombé de 3 environ à 1,5. Par contre en 1975 avec les prix en baisse pour les céréales et le soja, le prix du lait ayant au contraire été nettement plus élevé, la collecte laitière s'est à nouveau élevée.

Chacun sait aussi que les fedd-lots n'ont pas été remplis en 1974 à cause de la hausse des cours du

grain, le rapport du prix étant tombé de 15 à 7 ; cela n'a pas diminué la production de viande de bœuf puisqu'un peu plus tard sont arrivés sur le marché les « nonfeed cattle » engraisés à l'herbe et au maïs fourrage. En 1975 le rapport de prix ayant remonté les feed-lots ont commencé à nouveau à se remplir ; mais il semble toutefois que la technique évolue un peu pour économiser le grain : durée d'engraissement de 3 mois au lieu de 6, d'où production d'animaux moins lourds et moins couverts.

Graphique 1

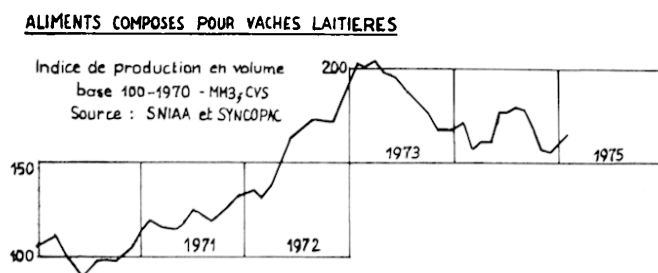


ANNEE	LITRE LAIT/KG MAIS		KG BŒUF VIF/KG MAIS		KG PORC VIF/ KG MAIS
	U.S.A.	FRANCE	U.S.A.	FRANCE	FRANCE
1960 .....	2,4	1,12	11,3	5,74	8,53
1961 .....	2,1	1,14	10,8	5,86	8,86
1962 .....	2,1	1,12	10,0	6,23	7,49
1963 .....	2,1	1,09	9,1	6,31	8,83
1964 .....	2,0	1,15	9,5	7,47	8,88
1965 .....	2,3	1,09	10,7	7,46	8,29
1966 .....	2,3	1,16	10,0	7,94	9,28
1967 .....	2,9	1,22	12,7	7,80	8,66
1968 .....	2,8	1,20	13,6	7,86	8,59
1969 .....	2,8	1,18	13,4	8,24	12,31
1970 .....	2,4	1,25	11,7	8,74	9,56
1971 .....	3,8	1,36	15,7	9,13	8,65
1972 .....	2,7	1,44	15,2	11,00	8,94
1973 .....	1,7	1,50	10,5	12,03	11,34
1974 .....	1,5	1,20	7,2	8,62	7,59
1975 .....		1,48		10,5	9,0

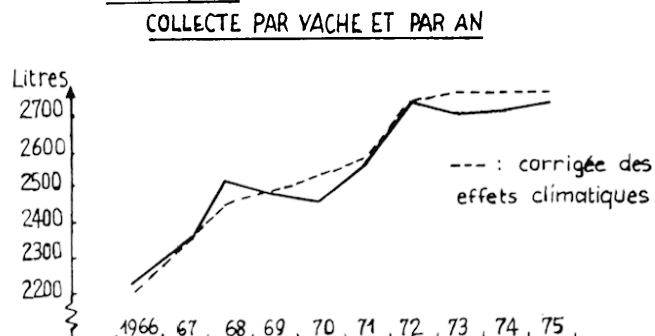
En France la production de viande ne faisait guère appel aux céréales. La question ne se pose donc pas. Il est seulement possible de noter un intérêt renouvelé pour l'engraissement à l'herbe dans certaines régions.

En production laitière, la réaction des éleveurs a été d'acheter moins d'aliments dans le commerce, com-

Graphique 2



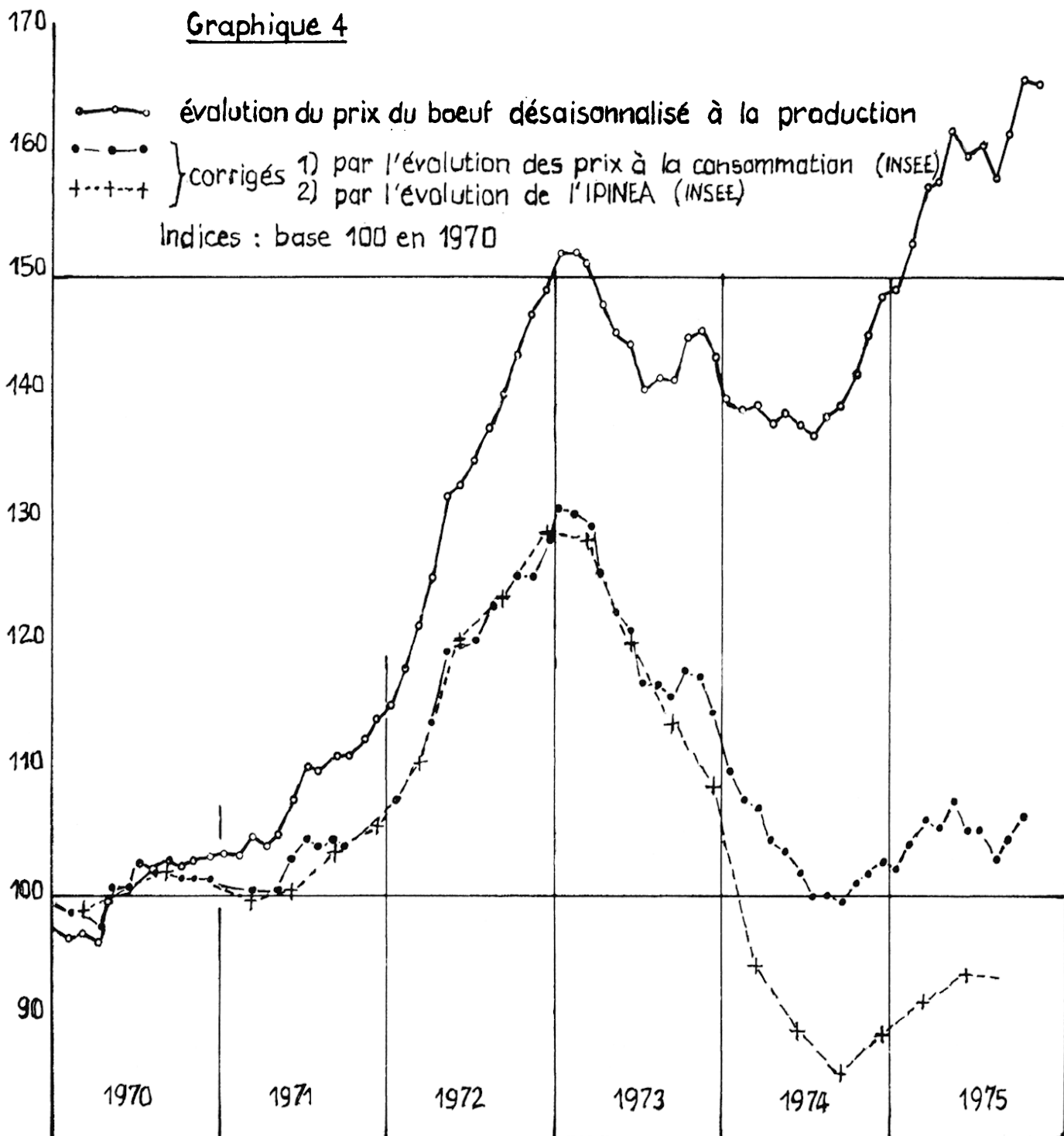
Graphique 3



me le montre le graphique 2. Les ventes de concentrés pour vaches laitières ont doublé entre le début de 1970 et la fin de 1972 ; puis cette ascension a été nettement brisée. Il semble d'ailleurs que cela se soit traduit sur la collecte laitière (cf. graphique 3 sur lequel a été reportée l'évolution de la collecte par vache et par an, en la débarrassant de l'effet des variations climatiques). Nous constatons un plafonnement de la collecte par vache alors que notamment le progrès génétique s'est évidemment poursuivi.

## POINT DE VUE DES ELEVEURS

Mais pourquoi ne pas demander directement leur avis aux éleveurs ? C'est ce que nous faisons régulièrement au Groupe Economie Bovine ITEB-CNE pour apprécier les modifications de comportement dans la branche bovine. Ces enquêtes permettent de très intéressants contacts avec des éleveurs choisis de façon aléatoire et donc plus représentatifs du milieu que ceux habituellement visités par les Centres de Gestion ou les autres organismes de développement.

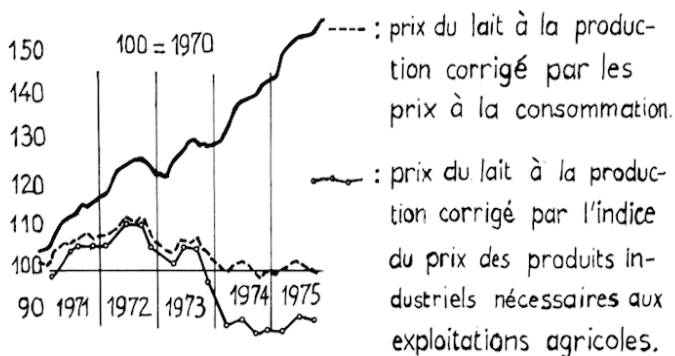


Les éleveurs ne distinguent pas la crise économique générale de la crise au niveau du grain. Pour eux c'est tout un : les charges ont augmenté.

Les réactions sont variées d'une région à l'autre, d'un type d'éleveur à un autre. Nous n'avons pas la possibilité ici d'entrer dans le détail. D'une façon générale la crise s'est traduite par l'idée qu'il faut désormais « vivre sur soi » davantage ; moins acheter, même si cela se traduit par des ventes inférieures. La période précédente, 1971-1972, a marqué une évolution dans l'autre sens, ce qui s'explique bien en regardant l'évolution des prix du bœuf (graphique 4) ou du lait (graphique 5) après correction de l'inflation. Au contraire, depuis 1973 la tendance s'est inversée. Le plus souvent les éleveurs estiment maintenant qu'il faut faire moins appel aux achats extérieurs, sauf peut-être pour les engrais qui permettent d'avoir assez de fourrages sur place et donc de moins acheter.

**Graphique 5**

**PRIX DU LAIT A LA PRODUCTION**



En revanche, dans certaines régions s'observe une tendance à avoir plus de bétail du fait de la crise : pour faire face aux charges extérieures malgré tout en accroissement, même si les achats d'aliment ont diminué, il faut vendre plus. C'est par exemple le raisonnement très fréquent en Pays d'Ouche, en 1974 : « J'avais 18 vaches. Pour m'en tirer maintenant il en faut dix de plus. J'ai mis les veaux sous un apprentis et maintenant l'étable est au plein ».

Accroissement de certains troupeaux mais aussi maintien de troupeaux qui auraient disparu. C'est ici l'effet de la crise générale avec le chômage et l'inflation. Des éleveurs auraient pris leur retraite, des jeunes seraient partis travailler en usine. Ils ne l'ont pas fait, considérant que d'une part il était préférable d'avoir un capital en bétail plutôt qu'en billets de banque, et que d'autre part trouver du travail ailleurs serait très difficile et sans garantie pour le lendemain.

Finalement cela se traduit, dans les régions d'élevage à petites exploitations, par une tendance à plus de cheptel avec des rendements diminués. Par contre dans les régions herbagères mais cependant en partie labourables, régions dont les exploitations sont souvent assez

grandes (40 à 80 ha) la hausse des prix du grain a encore poussé à l'extension des surfaces en céréales au détriment de l'élevage. Cette tendance existait déjà avant, étant donné la raréfaction de la main-d'œuvre, parfois très brutale (quand une ferme de 30-60 ha avec deux hommes, père-fils, devient une exploitation avec un seul foyer). La hausse des grains aurait sans doute encore accentué ce mouvement si l'automne très mouillé de 1974 n'était venu handicaper les cultures et rappeler à chacun que les zones herbagères ont des sols souvent un peu trop argileux pour qu'on puisse espérer régulièrement de bons rendements en grains.

**CONCLUSION**

Finalement que conclure ?

La crise a eu des effets sur les éleveurs, même si ceux-ci n'ont pas toujours réagi selon les conseils et les calculs des micro-économistes.

L'effet a porté en particulier sur la consommation de céréales ; mais on peut également penser que cela a encore éloigné les éleveurs de ruminants des formules « industrielles ».

Nous confirmons donc notre jugement de janvier 1972, au « Grenier de Theix » organisé par l'INRA pour étudier l'utilisation des céréales dans l'alimentation des ruminants :

« Les rations essentiellement composées de grains, de même que celles basées sur les fourrages déshydratés conditionnés en « bouchons », présentent le double avantage d'une grande facilité de distribution mécanisée et de la possibilité de s'affranchir du lien de proximité entre l'étable et la surface fourragère. Aussi une telle alimentation ne présente-t-elle tout son intérêt que dans les grandes unités d'animaux (avec un haut potentiel zootechnique). Il n'est donc pas étonnant que ceux qui préconisent l'une encouragent également les autres. Or les éleveurs considèrent avec beaucoup de scepticisme les grands élevages « ultra modernes », les élevages « industriels »....

Ce qui ne justifie pas les micro-élevages, si petits que la productivité du travail et la compétence de l'éleveur restent très limités.

Personnellement, je crois qu'en France la prochaine décennie sera celle d'élevages moyens : 20 à 40 vaches laitières, 30 à 50 vaches allaitantes, 100 bovins à l'engrais. Pour la majorité des éleveurs d'aujourd'hui, ce sont déjà de grands élevages. Près de 80 % des vaches françaises se trouvent actuellement dans des troupeaux de moins de 20 vaches. La moyenne pour les éleveurs du groupe de tête, ceux qui pratiquent le contrôle laitier, n'atteint que 19 vaches. Elle progresse d'une unité par an ; à ce rythme qui impose déjà un prélèvement de 3.000 à 5.000 F (cheptel et parfois bâtiment) sur le revenu annuel de l'éleveur, la moyenne n'aura atteint que 30 en 1972 ».

## DISCUSSION

**M. Palisse-Roussel.** — En matière de production bovine, et pour l'organisation de l'atelier et la main-d'œuvre, l'utilisation de concentrés et de l'herbe, les progrès à attendre, il semble nécessaire de séparer nettement les vaches laitières, les vaches à viande, l'engraissement des bovins.

Pour ces derniers, il est parfaitement possible de concevoir (cela existe déjà) des ateliers bien organisés qui utilisent des concentrés (souvent à base de maïs) et qui sont compétitifs.

Pour les vaches laitières, il est souhaitable de prévoir plus de concentrés quand leur potentiel génétique augmente, afin d'en tirer parti.

— La production de veaux de boucherie est essentielle pour consommer la poudre de lait excédentaire.

**M. Mazoyer.** — Si la technique propose, ce sont les éleveurs qui disposent en fonction des données économiques du moment.

Or les grandes variables économiques qui commandent l'évolution de notre élevage sont dans les circonstances présentes extrêmement incertaines. Elles sont à proprement parler imprévisibles.

Prenons, par exemple, la consommation de viande : on constate que l'Europe tend à suivre les Etats-Unis sur le chemin d'une consommation croissante de viande ; mais seules les viandes de porc et de volaille progressent. La consommation de viande bovine a augmenté moins vite en Europe qu'aux Etats-Unis au cours des deux dernières décennies ; dans les pays au développement moins rapide, le décalage est encore plus net. Cette consommation dans beaucoup de pays sous-développés stagne ou diminue au profit d'une alimentation plus végétarienne.

**M. Rolland.** — A propos des questions posées : « les systèmes d'élevage de demain ? » qu'en pensent les agriculteurs ?

A travers quelques tournées dans les grandes exploitations de la région parisienne, j'ai retenu ceci : ceux qui ont abandonné toute production animale se disent : « j'ai eu raison, et je ne pense pas que les conditions économiques actuelles soient telles que je me repose la question ». Ceux qui ont continué ou ont commencé depuis quelques années pensent : « c'est rentable, et j'ai eu raison ».

Mais pour tenir, il faut les conditions suivantes.

— Des ateliers de dimension importante : 120 vaches laitières, 500 ou 600 mères brebis.

— Une activité nettement spécialisée.

— Une technique très poussée (5.000 à 6.000 litres de lait, 2 à 3 agneaux par brebis) et une gestion technique très suivie : contrôles de production, de croissance, d'alimentation, etc...

**M. Richet.** — Ce qu'a exprimé L. Rolland est confirmé par les résultats des calculs de simulation d'entreprise effectués au SEI (CNRA) sur une cinquantaine d'exploitations bovines dispersées sur l'ensemble du territoire national. Les tendances que L. Rolland a enregistrées en zone parisienne se retrouvent un peu partout s'il s'agit de chefs d'exploitations compétents et d'une technique d'élevage avancée. Les modèles de simulation mis au point par l'INRA font appel

essentiellement aux références recueillies auprès de tels chefs d'exploitations.

**M. de Frotté.** — En parlant tantôt de troupeaux de 18-20 vaches laitières passant à 30 ou 40 dans 10 ans, et tantôt d'éleveurs qui partent de rien pour atteindre de grandes dimensions (50-80 vaches laitières), parle-t-on de la même agriculture ? Il semble que l'on confonde deux données : les éleveurs qui gardent une production traditionnelle d'animaux à deux fins, les pays où même cette consommation végétarienne diminue, entrent dans la disette chronique et dans la famine.

Un tel processus de développement inégal ne peut se poursuivre indéfiniment ; c'est l'un des aspects les plus importants de la crise. Mais qui peut savoir si et quand la croissance industrielle va reprendre dans les pays développés, si on trouvera des solutions pour les pays les plus pauvres et lesquelles ? Ceci rend la prévision présentement à peu près impossible. Aussi les solutions prudentes proposées par Coléou et les attitudes prudentes des éleveurs qu'il a décrites, paraissent en effet inévitables.

**M. Michel.** — Aucun économiste ne peut prédire ce que sera la conjoncture, mais l'inertie du monde de l'élevage est telle qu'il faudrait des modifications importantes pour que les éleveurs changent leurs orientations.

La production de viande est très liée à la production laitière. S'il y a spécialisation « lait », il y aura spécialisation « viande » : c'est le lait qui commande.

**M. Le Scao.** — Les risques de la production intensive, à caractère plus ou moins industriel, ont augmenté.

N'y a-t-il pas un freinage des productions hors sol ?

Est-ce que la diffusion des modèles de production intensive de lait (atelier de 30-50 vaches laitières) ou de viande, n'est pas freinée aussi par la croissance du coût des investissements de départ et l'amenuisement des marges bénéficiaires ensuite ?

J'ai constaté, par ailleurs en plusieurs occasions, la fragilité relative, les coûts plus élevés, non maîtrisés, des ateliers laitiers importants achetant à l'extérieur la majeure partie de l'alimentation fourragère. Ils sont très sensibles aux années de médiocre production fourragère et à la hausse des prix d'aliments concentrés.

**M. Sombsthay.** — Les systèmes d'élevage de demain, en production laitière en particulier, que seront-ils ? Les freins importants à leur maintien ou à leur croissance ne sont-ils pas les problèmes humains posés, et aussi les investissements nécessaires, en particulier pour les jeunes agriculteurs ?

**M. Poitevin.** — La tendance à la spécialisation et à l'augmentation de la dimension des ateliers de vaches laitières ou allaitantes, est-elle susceptible d'améliorer dans l'avenir la stabilité des effectifs de femelles reproductrices ?

**M. de Frotté.** — Un des modèles d'avenir pourrait être 50 vaches laitières hautes productrices sur des fermes de 30-35 hectares, et l'entraide pour la traite.